

L'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mercredi
12 mai 1976

N° 488
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
N° 47 291

Le Creusot

Les luttes dans le trust Creusot-Loire

Creusot-Loire, une entreprise, ou plutôt un empire de 42 000 salariés répartis dans 30 usines. Un des plus grands groupes français, né en 1970 de la fusion de la Compagnie des ateliers et forges de la Loire et de la Société des forges et ateliers du Creusot.

Des activités très diversifiées, métallurgie et mécanique, il est le premier producteur français d'aciers fins et spéciaux, il fabrique des équipements lourds pour la sidérurgie, les métaux non ferreux, la transformation des matières plastiques, du papier, du carton. Produisant également du matériel ferroviaire, des engins de manutention ; également dans l'industrie nucléaire par sa filiale Framatome, il est le premier constructeur français de réacteurs nucléaires.

Actuellement, l'empire commence à trembler du fait de la lutte des travailleurs, et les patrons du groupe, qui avaient durci leurs positions face aux revendications des salariés, constatent que leur intransigeance ne marche pas bien pour eux. Les travailleurs étendent les actions de grèves dans toutes les usines.

Ce n'est pas la première fois que les travailleurs de Creusot-Loire montrent au baron Empain leur combativité : longue grève de 6 semaines au printemps 1971 aux usines Batignolles de Nantes. Affrontements entre grévistes et « jaunes » non-grévistes en mars 1972 à Leffrickouche (Dunkerque). Paralysie de l'usine de Firminy (Saint-Étienne), pendant plus de 3 semaines durant l'automne 1973. Occupation de l'usine du Marais (Saint-Étienne) en octobre 1974 et aujourd'hui même en débrayages pour des augmentations de salaires, etc.

Les actions se coordonnent dans la lutte : au Creusot, l'usine la plus importante du groupe, est actuellement en grève, l'aciérie est arrêtée, et le personnel interdit toute circulation de véhicules aux portes de l'usine. Débrayages aussi à Chalon-sur-Saône, Saint-Chamond, dans une filiale, la Secin ; dans une autre, la

(Suite page 3)

URSS : Nouvelles restrictions Des canons et pas de beurre ... ni pain ni viande

Le communisme du goulasch, ce plat national russe symbole de l'abondance, se porte mal. Vingt ans après les promesses de Krouchtchev la situation économique de l'URSS est catastrophique. Avec la restauration du capitalisme et la militarisation forcée de l'économie sont réapparues multipliées par cent toutes les contradictions du système capitaliste. C'est ainsi que l'URSS sous Staline exportatrice de blé est devenue sous Krouchtchev et Brejnev, un mendiant qui importe des céréales.

Selon une information de Washington, le département américain de l'agriculture a annoncé hier que l'Union soviétique a acheté au cours de la semaine dernière 4 900 000 tonnes de céréales aux États-Unis.

Après le 28 avril dernier, l'Union soviétique a acheté 4 300 000 tonnes de céréales à trois sociétés monopolistes céréalières américaines. Le 4 mai, elle a acheté à une autre société céréalière américaine 625 tonnes de maïs et de blé.

Depuis juillet dernier, l'Union soviétique a acheté au total 16 500 000 tonnes de céréales aux États-Unis. Par ailleurs, l'Union soviétique a commandé aux États-Unis environ 2 millions de tonnes de céréales qui seront livrés après octobre prochain.

Plus le temps passe et plus les choses s'aggravent. Et c'est normal quand on sait que 60 % du potentiel industriel soviétique est au service de la course aux armements. Autrement dit la plus grosse part de l'industrie a un caractère parasitaire. Il est en effet très difficile de nourrir la population avec l'acier des canons et des fusées. Des informations récentes sont venues confirmer l'acuité de ce problème. Ainsi depuis le 1er Mai par arrêté de la « direction centrale de l'alimentation des collectivités » les populations d'URSS n'ont plus le droit



Brejnev : « Plan quinquennal accompli ».

de manger de viande le jeudi dans les collectivités.

Incapable de se préparer en prévision de catastrophes naturelles, ce pays soi-disant socialiste compte sur d'autres pour subvenir à ses besoins. C'est ainsi que les révisionnistes soviétiques ont déjà passé cette année un marché avec la Nouvelle-Zélande prévoyant 10 000 tonnes de bœuf et 25 000 tonnes de moutons.

Par ailleurs pour essayer de redresser la production agricole, les révisionnistes soviétiques incapables de mobiliser les paysans pratiquent comme tous les capitalistes : ils agitent la promesse de gains plus élevés afin de plier les paysans à leur volonté. Ainsi, le quotidien de Kirghizie, « Sovietskaïa Kirghizia » publie dans son dernier numéro une résolution recommandant aux directeurs d'exploitations agricoles d'accorder des gratifications aux paysans spécialisés dans la culture fourragère et instituant des primes pour récompenser les meilleurs producteurs de fourrage. Enfin des pénuries de légumes et de fruits sont par ailleurs signalées un peu partout en URSS. Des appels à ne pas « gaspiller »

(Suite page 2)

MORT D'UN OUVRIER ALGERIEN APRES SON PASSAGE DANS UN COMMISSARIAT

Un ouvrier algérien de 39 ans est mort en février à Lyon

Ce travailleur algérien, Abderrahim Laouchet, a succombé le 16 février à l'hôpital Edouard Herriot des suites d'une hémorragie méningée, après un passage de plusieurs heures dans les locaux du commissariat du 8e arrondissement de Lyon.

Selon le rapport du responsable du pavillon « N » (urgences) de l'hôpital Herriot, A. Laouchet, aide-serrurier, célibataire, a été transporté en état d'ivresse dans ce service le samedi 14 février à 21 h 30, par une

ambulance des pompiers. A 1 heure du matin, le dimanche 15 février, l'homme ayant retrouvé ses esprits, une décision de sortie est prise. Il est fait appel à la police et il monte dans le fourgon, sans aucune aide, précise-t-on. A 3 h 35, le SAMU est alerté par le commissariat et M. Laouchet est ramené à l'hôpital dans un état comateux. Une trace de coup apparente sur la tête du blessé est constatée par le médecin du SAMU. A. Laouchet est alors dirigé directement dans le service de réanimation où il est admis à 4 h 30. Il y décédera le lendemain à 16 h 30.

Tunisie

GREVE DES POSTIERS

Les postiers de Tunisie ont, à leur tour, lancé lundi une grève sans l'accord de leur syndicat, l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT).

Déjà, la semaine dernière deux autres services publics importants, les chemins de fer et les autobus de Tunisie, avaient été paralysés par des grèves lancées en dépit des mots d'ordre contraires du syndicat unique tunisien.

Les revendications des postiers sont les mêmes que celles de leurs collègues des autres services publics : elles portent sur les salaires et conditions de travail.

Où en est le mouvement étudiant ?

Après la coordination nationale étudiante qui s'est tenue la semaine dernière à Lyon, une question se pose maintenant : où en est le mouvement étudiant ?

Voyons d'abord l'attitude adoptée par l'ennemi. Le gouvernement, pour sa part, mise sur deux choses. D'une part, sur le pourrissement de la lutte, son essoufflement. Il espère que la proximité des examens amènera un nombre grandissant d'étudiants à reprendre les cours. Il s'appuie pour cela sur l'action des révisionnistes de l'UNEF et du SNESup qui appellent à la reprise des cours.

Par ailleurs il a recours à la répression, en faisant intervenir ses CRS et ses vigiles dans les facultés. Les révisionnistes quant à eux, comme nous l'avons vu, appellent à reprendre les cours en misant eux aussi sur la proximité des examens. Ils espèrent un pourrissement de la lutte, faute de perspectives.

Les trotskystes, pour leur part, préparent également la fin du mouvement et cherchent à parachuter la création d'un « mouvement étudiant unitaire permanent » organisation potiche par laquelle ils espèrent récupérer une partie de la mobilisation étudiante.

Durant toute la lutte, ils ont tout fait pour tenter de préserver l'influence des révisionnistes et pour placer le mouvement étudiant sous la dépendance de ces der-

niers. A l'intérieur du mouvement, ils se sont alliés avec l'UNEF et ont tout fait pour qu'elle ne soit pas expulsée du mouvement. A l'extérieur ils ont prôné l'unité avec les directions révisionnistes du SNE-Sup et de la CGT.

Alors même que les dirigeants du SNESup ont refusé d'appeler les enseignants à se mettre en grève contre la réforme Soisson et que les dirigeants de la CGT ont eu recours à la violence contre les cortèges étudiants le 1er Mai.

A Lyon, les trotskystes ont continué dans cette voie et dans la motion qu'ils ont présentée, on parle par exemple de table ronde avec les directions syndicales.

Par ailleurs, tout ce qu'ils ont à demander c'est un débat télévisé avec Saunier-Seïté ainsi qu'une entrevue avec elle. Ce qui ne signifie rien d'autre qu'une demande de négociations avec le gouvernement.

Face à toutes ces manœuvres, les étudiants ont continué massivement la lutte et la détermination demeure grande. A la base, le courant dominant est maintenant antirévisionniste et antitrotskyste. Mais la question qui se pose est celle des perspectives de la lutte.

(Suite page 3)

RENCONTRE AVEC DES REPRESENTANTS DU FRONT POLISARIO

Une délégation conduite par notre directeur politique, le camarade Jacques Jurquet, a rencontré au cours de la dernière période une délégation de représentants du Front POLISARIO.

Des échanges d'information ont été pratiqués dans une atmosphère d'amitié sincère et les modalités pratiques des relations entre les deux parties ont été fixées.

A la question concrète, destinée à connaître quel soutien attendent des marxistes-léninistes de France les patriotes sahraouis, les précisions suivantes ont été fournies :

— la diffusion des informations de tous ordres concernant le combat du peuple sahraoui contre ses agresseurs ;

— le soutien financier dans la mesure du possible ;

— le soutien matériel sous trois formes : en vêtements, en médicaments, en alimentation.

La délégation de l'Humanité rouge s'est engagée à améliorer l'information déjà entreprise par notre quotidien et par toute la presse des communistes marxistes-léninistes de France, à faire appel à ses militants et lecteurs pour collecter des vêtements même déjà utilisés mais encore utilisables, des médicaments et de l'alimentation (sucre, farine, blé, riz et toute nourriture susceptible de ne pas être détériorée par la chaleur propre au climat du Sahara).

Les dons en nature pourront être déposés au siège de l'Humanité rouge sur demande explicite de rendez-vous adressés à notre administration, ou par l'intermédiaire des militants de l'Humanité rouge eux-mêmes qui pourront les déposer au siège.

Des canons et pas de beurre...

(Suite de la page 1)

le pain sont lancés, assortis de menaces de sanctions pour ceux qui ne les observeraient pas.

La politique économique suivie par la clique Brejnev ressemble de très près à celle suivie par Hitler. Tout pour la préparation à la guerre et chacun doit se soumettre sans broncher.

Les peuples d'URSS sont loin de l'entendre de cette oreille, comme le montrent les révoltes récentes en Géorgie ou encore la mutinerie des marins du «Storojevo».

Comme les anciens tsars, les nouveaux tsars cherchent à se lancer dans l'aventure guerrière pour tenter de résoudre leurs difficultés intérieures insurmontables : le danger ne cesse d'augmenter.

Pour le soutien financier, les interlocuteurs sahraouis ont très bien compris les explications de l'Humanité rouge leur faisant savoir que nous sommes nous-mêmes dans une situation difficile à ce sujet, et qu'il nous est

pratiquement impossible de leur remettre des sommes d'argent d'un montant vraiment utile.

De même que pour les patriotes de Palestine, ou du Timor oriental, engagés dans des guerres du peuple prolongées, mettons tout en œuvre pour assumer nos devoirs internationalistes

prolétaires vis-à-vis des patriotes sahraouis !

Dés maintenant organisez vos collectes de vêtements, de médicaments et d'alimentation pour les populations patriotes sahraouies, dont le Front POLISARIO est l'unique et exclusif représentant.

Sahara occidental

Le Front Polisario libère

6 prisonniers de guerre mauritaniens

Notre révolution qui lutte héroïquement contre les envahisseurs maroco-mauritaniens... constitue une base solide de combat en commun pour l'édification du Maghreb des peuples et la libération de l'Afrique. Cette réalité qui se confirme chaque jour sur le terrain vient une fois encore d'être consolidée et cela par la libération des 6 prisonniers de guerre mauritaniens par notre mouvement qui ont été remis en liberté...

Cet acte constitue une concrétisation de la politique de notre Front vis-à-vis des peuples frères de la région. La libération des 6 fils du peuple mauritanien par le Front POLISARIO montre une fois de plus que la politique de notre mouvement n'est pas dirigée contre le peuple frère mauritanien, mais au contraire elle vise à contribuer efficacement au combat commun de ces peuples. Cet acte dévoile aussi les mensonges de la réaction mauritanienne qui essaie de creuser un fos-



Des combattants du F. POLISARIO.

sé entre des peuples frères ayant le même destin.

Le peuple mauritanien doit être conscient des manœuvres que la réaction perpétue contre lui et doit déjouer ces manœuvres.

Nous lançons un appel pressant aux peuples frères marocain et mauritanien pour qu'ils condamnent

énergiquement la politique de leur gouvernement et pour qu'ils se solidarisent avec le peuple sahraoui, leur allié objectif.

La guerre de libération est garantie par les masses !

Communiqué
du F. POLISARIO
Comité des Relations
extérieures.

Allemagne

Grand procès contre Roter Morgen, organe central du KPD (m-l)

Le 4 mai a commencé à Dortmund un procès politique contre Roter Morgen, qui doit durer jusqu'au 18 mai. Le document d'accusation cite des extraits de quelque 33 articles publiés dans 21 numéros de Roter Morgen parus entre juillet 1974 et octobre 1975 (c'est-à-dire que le tiers des numéros de l'organe central du KPD/ML parus pendant cette période ont été retenus par l'accusation).

De quoi Roter Morgen est-il accusé ? D'avoir insulté et ridiculisé la République fédérale, d'avoir dénoncé, par exemple, la torture

des prisonniers politiques, d'avoir caractérisé l'Etat ouest-allemand d'Etat d'exploiteurs et d'opresseurs, d'avoir dit que les capitalistes et l'appareil d'Etat font tout pour obtenir une exploitation accrue des travailleurs. En bref, il est accusé d'avoir dit la vérité et d'avoir propagé le marxisme-léninisme.

Ce procès est grave. Il vient alors que 7 des numéros incriminés ont déjà été soit saisis soit punis d'une peine d'amende (en tout 3 600 000 anciens francs). Comme l'écrit Roter Morgen dans son édition du 1er

mai, le procès contre Roter Morgen est l'attaque la plus vaste dont est victime la presse communiste depuis l'interdiction du KPD en 1956. C'est un pas vers l'interdiction complète de la presse communiste. Dès maintenant, les procès se multiplient contre d'autres journaux révolutionnaires et progressistes. Par le procès contre Roter Morgen, la bourgeoisie veut créer un exemple pour s'attaquer également à tous ces journaux.

Solidarité au Roter Morgen et à ses directeurs de publication accusés, Karin Wagner et Gernot Schubert!

Europe

Les dangers de la détente

Un rapport du député conservateur britannique, Frederick Bennett, est discuté ces jours-ci à la commission politique de l'UEO (qui groupe des parlementaires des pays membres de la CEE, sauf le Danemark et l'Irlande).

Ce rapport consacré aux dangers de la politique de détente compare ses conséquences à celles de la politique «d'apaisement» pratiquée à l'époque de Munich. Il souligne la supériorité actuelle des forces du pacte de Varsovie sur celles de l'OTAN dans la plupart des domaines, l'impossibilité d'une véritable négociation sur le désarmement et «caractère décevant des conséquences d'Helsinki». Il proteste également contre la fourniture de denrées alimentaires à l'URSS qui peut ainsi se procurer davantage d'armements.

Dans son projet de résolution, Frederick Bennett proposerait notamment de refuser de conclure tout nouvel accord entre la CEE et le Comecon tant que l'URSS et ses satellites n'accepteront pas une diminution sensible de leurs forces militaires.

Le projet semble avoir toute chance d'être adopté par la commission.

Un appel de l'UNESCO

L'UNESCO, à son tour, après la conférence de la CNUCED, fait entendre sa voix en faveur d'un nouvel ordre économique mondial. Son directeur général, Amadou M'bow vient en effet de déclarer très solennellement : «Les inégalités entre pays ou groupes de pays, comme à l'intérieur même de nombreux pays, deviennent intolérables... le gaspillage tend à devenir la règle dans les sociétés privilégiées alors que des populations nombreuses sont plongées dans la pire dénuement. Il n'est pas de jour où des hommes, des femmes, des enfants ne meurent de faim. Des multitudes sont victimes de maladies que la médecine moderne est pourtant capable de guérir, voire d'éliminer totalement.

L'UNESCO fait part des graves inquiétudes des pays du tiers monde devant l'évolution des relations économiques internationales dans deux documents qu'elle vient d'établir : l'un par son secrétariat général, l'autre par un «groupe de réflexion» composé d'éminentes personnalités de tous les continents.

«Ces textes, a déclaré M. M'bow, soulignent la nécessité d'un changement radical, qui seul peut donner l'espoir d'un avenir meilleur. Ils marquent une date dans l'histoire des relations économiques internationales (...). Ainsi, l'UNESCO est prête à jouer le grand rôle qui lui revient en sa qualité d'organisation culturelle des Nations-unies».

Liban

Les vœux de Yasser Arafat au nouveau président

Alors que le «bloc des gauches» pro-soviétique continue à dénoncer violemment les résultats de la récente élection présidentielle au Liban, Yasser Arafat, président de l'OLP, a souhaité à Elias Sarkis, nouveau président de la république libanaise, «plein succès dans sa mission». C'est avec le soutien et l'appui des forces armées palestiniennes que ces élections ont pu se dérouler, malgré les bombardements intensifs des milices du «bloc des gauches».

Pékin

Visite d'une délégation ministérielle française

Simone Veil, ministre français de la Santé, est actuellement en visite officielle en Chine. Elle doit examiner avec son homologue chinois les progrès enregistrés dans la coopération médicale entre les deux pays et étudier les moyens de la développer davantage encore dans l'avenir.

La visite en Chine du ministre français de la Santé témoigne de l'intérêt grandissant que portent les milieux médicaux de notre pays à la médecine traditionnelle chinoise, notamment en matière d'acupuncture, de traitement des brûlures et d'utilisation des herbes médicinales. Des missions d'acupuncteurs, de cancérologues et de cardiologues se sont rendues en voyage d'études en Chine l'an passé et les échanges devraient se développer rapidement dans ces domaines.

nouvelles intérieures

La popularisation de la lutte chez Réhault

Après la manifestation du 1er Mai où plus de 10 000 personnes sont passées chez Réhault, aujourd'hui les travailleurs de l'entreprise font le bilan : ils ont vendu 3 000 paires de chaussures en 2 jours, et ont décidé la poursuite de la fabrication de maroquinerie et la vente de chaussures.

Cette vente à deux buts : populariser la lutte (les ventes auront lieu à l'extérieur de Fougères, des travailleurs sont déjà allés à Lip. Ils font aussi pression sur les pouvoirs publics pour obtenir les indemnités de licenciements et le fond de garantie qui leur sont dues. Les travailleurs envisagent aussi de reprendre la production. Actuellement les travailleurs préparent leur prochain pointage à l'ANPE. Déjà, le premier n'a pas

eu lieu sans problèmes (en effet, les travailleurs exigeaient que la remise des cartes et le premier pointage aient lieu à l'usine). Ainsi une délégation avait-elle été voir Le Gallic, directeur de l'agence et membre du PCF, qui leur a opposé un refus catégorique, se retranchant derrière l'illégalité de cette pratique. Voyant cela le jour du pointage de jeudi après-midi, une délégation a à nouveau parlementé. Nouveau refus ! Alors les travailleurs occu-

pent l'ANPE en scandant : «Le pointage à l'usine !»

Le pointage individuel et par ordre alphabétique a été interrompu malgré les « primes » du directeur de l'agence sur les employés. Les travailleurs ont enfin obtenu le pointage collectif, par groupes, en menaçant le directeur de faire constater un refus de pointage. Les travailleurs entendent obtenir le même système de pointage qu'à la CIP et Desombre.

Une personne prend toutes les cartes et va pointer. A noter que seuls quelques militants CGT ont participé à cette action à titre individuel.

Le Creusot

Les luttes dans le trust Creusot-Loire

(Suite de la page 1)

Socaltra Levivier qui est actuellement occupée par les travailleurs en luttant, notamment contre les nouvelles classifications.

Respectant les consignes de l'UIMM, Creusot-Loire vient d'appliquer cette nouvelle grille malgré l'opposition du personnel et des organisations syndicales.

Les déclassements sont nombreux, surtout chez le personnel ouvrier et les promotions sont arrêtées. Les horaires sont encore nettement supérieurs à la moyenne française (43 h 30 par semaine). La seule réduction que donne la direction est d'une demi-heure par semaine sur une période de deux ans et demi.

L'application de l'accord de l'UIMM a permis un ras-le-bol des travailleurs qui luttent et exigent de meilleurs salaires, de meilleures conditions de travail, etc. La direction qui cherche à diviser les travailleurs diffusa notamment un tract anonyme : «Travailleurs, nous voulons la liberté du travail. Le syndicalisme et les revendications sont une chose, la mascarade des Espagnols, Portugais et jeunes exilés aux portes de l'usine en est une autre. Veulent-ils faire du Creusot, de Creusot-Loire (où il n'y a

pas de chômage), un nouveau Lip ?»

Creusot-Loire a non seulement surmonté la crise économique, mais en a profité pour étendre son hégémonie dans certains secteurs-clés comme le nucléaire, il rachète ou a des actions dans telle ou telle entreprise, il s'implante au Brésil, aux États-Unis (investissements de 55 millions).

Oui, l'heure est à la lutte dans le trust Creusot-Loire, et, soyons en sûr les travailleurs sauront déjouer toutes les basses manœuvres d'où qu'elles viennent et mèneront avec détermination la lutte à la base et dans l'action, en coordonnant les actions de toutes les entreprises du trust.

Neuilly

Grève à l'hôtel du club Méditerranée

Les travailleurs de l'hôtel du club Méditerranée de Neuilly sont en grève depuis dimanche et manifestent devant le siège pour une revalorisation de leur salaire qui n'est actuellement que de 1 254 F par mois. La moitié environ des 400 salariés de l'hôtel en grève sont plongeurs, employés des cuis-

Cognac

Manifestations de viticulteurs

Une manifestation des viticulteurs s'est déroulée lundi 10 mai à Cognac (Charente) après une réunion avec les représentants du négocié.

Plusieurs viticulteurs de Charente et de Charente-Maritime ont occupé lundi matin le bureau interprofessionnel du Cognac pour protester contre la non-application des décisions prises par l'interprofessionnel sur l'achat de 4 hectolitres d'alcool pur par hectare.

Une délégation était reçue par le sous-préfet de Cognac alors que les autres manifestants se regroupaient dans une salle du centre de la ville. Dans l'après-midi ils manifestèrent encore jusqu'à la sous-préfecture pour faire entendre leurs revendications.

Où en est le mouvement étudiant ?

Suite de la page une.

La coordination nationale de Lyon, comme les précédentes, même si elle a vu l'affirmation d'un fort courant antirévionniste et antitrotskyste n'a pas apporté de perspectives positives. Comment d'ailleurs l'aurait-elle pu alors qu'elle se tenait avec la participation des ennemis du mouvement étudiant ?

La volonté grandit parmi les étudiants de rompre avec ces coordinations, de s'organiser de façon indépendante des révisionnistes et trotskystes. C'est là une chose juste et nécessaire. L'idée de coordinations régionales excluant les révisionnistes et ceux qui collaborent avec eux s'est renforcée. A notre avis, le moment est venu de la mettre en œuvre. Ces coordinations régionales, étant proches

des assemblées générales de base seront beaucoup plus aisément contrôlables par elles et seront mieux en mesure d'impulser l'action offensive.

Sur la base de ces coordinations régionales, une nouvelle coordination nationale pourrait être mise en place.

Il importe également de développer l'unité concrète, à la base avec les travailleurs en lutte sur la plan local, régional, national. Cette unité doit se faire sur la base du soutien aux revendications des travailleurs en lutte. Cette unité exclut celle avec les dirigeants de la CGT qui s'opposent au mouvement étudiant et cherchent à saboter les luttes des foyers Sonacotra, Griffet, Lip et tant d'autres.

Tous ensemble à l'action contre la répression

Finistère

La loi anticasseur frappe encore

La loi anticasseurs, cette loi scélérate approuvée par les révisionnistes après avoir frappé les ouvriers et les paysans (23 condamnations en peu de temps), frappe aussi les salariés de l'agriculture du Finistère.

Lundi 3 mai, 9 membres du bureau départemental de la Fédération de l'agriculture (FGA-CFDT) ont été condamnés à 2 mois de prison avec sursis, pour une manifestation le 15 avril 1975.

Cette manifestation avait pour but de soutenir les grévistes de la Caisse mutuelle régionale de l'agriculture et du Crédit agricole. Les manifestants arrêtaient les voitures près du Faou pour distribuer un tract et solliciter des automobilistes un soutien financier aux grévistes. Il y eut deux incidents : deux voitures légèrement abîmées et un conducteur particulièrement hostile, un peu «secoué».

Le tribunal de Quimper a jugé que cela suffisait pour appliquer l'article 314 du code pénal (loi anticasseurs).

Par ailleurs, le même tribunal a condamné Jacques Le Meur, un salarié du Crédit agricole de Quimper,

qui le même jour aurait frappé des deux poings la voiture de son directeur.

En fait, d'après les manifestants, le directeur aurait foncé sur eux. Une bousculade aurait suivi et même deux agents de police privée du Crédit agricole disent qu'ils ont reconnu J. Le Meur mais qu'ils ne l'ont pas vu frapper la voiture. Par contre 3 cadres du

Crédit agricole accusent. Ils ont assisté à la scène du premier étage, derrière des rideaux !

La justice a retenu leur témoignage et a condamné J. Le Meur à 500 F d'amende et à 3 270 F de dommages et intérêts.

Le 24 juin, J. Le Meur comparait devant le tribunal des prud'hommes, il a intenté un procès pour licenci-

ment abusif. Cette condamnation va être utilisée contre lui puisque le Crédit agricole l'avait licencié pour le fait justement d'avoir frappé sur la voiture de son directeur.

En fait, le Crédit agricole cherchait une occasion pour licencier un militant CFDT trop actif à leurs yeux.

A la sortie du tribunal, des centaines de manifestants, venus de tout le département, clamèrent leur soutien aux condamnés : «Halte à la répression», «A bas la justice de classe» étaient les mots d'ordre. L'Internationale a été chantée.

Le 6 mai, s'est déroulée à Quimper une seconde manifestation rassemblant 800 personnes. M. Bizien, délégué CFDT du Crédit agricole du Finistère a notamment déclaré, «Quand les libertés et le droit syndical sont bafoués, c'est toute la classe ouvrière qui est attaquée».

Correspondant H.R.

Une déclaration des enseignants du CES de Goussainville

Quatre militants marxistes-léninistes de Lorient sont déférés devant la cour de sûreté de l'État, et inculpés pour reconstitution du Parti communiste marxiste-léniniste de France.

L'un d'entre eux, Romain Le Gal, est emprisonné à Fresnes.

Les enseignants du CES Robespierre, Goussainville — 95190 :

- dénoncent la répression politique qui s'exerce contre les travailleurs (ouvriers, paysans, immigrés) ;
- exigent la levée immédiate de l'inculpation de tous les emprisonnés politiques ;
- exigent la dissolution de la cour de sûreté de l'État.

Manifestation antifasciste à Strasbourg

Deux inculpations

Deux inculpations pour «violences à agents» ont été prononcées samedi à Strasbourg à la suite des affrontements ayant eu lieu vendredi soir entre les CRS et une manifestation antifasciste. Les deux inculpés sont Jacqueline Bagbo et Roger Christmann.

La manifestation, rassemblant plus de 600 personnes, avait pour objectif d'interdire un meeting des néonazis. Les flics avaient pris position pour protéger ce rassemblement. De violents affrontements ont alors eu lieu entre les protecteurs des nazillons et les antifascistes. Deux de ces derniers ont été gravement blessés. Quant aux fascistes, leur meeting a été un fiasco, personne n'y ayant participé.

Une imposture

A l'occasion de l'anniversaire du 8 Mai 1945, qui vit l'écrasement final du nazisme, Marchais est allé s'incliner devant le mémorial du Mont-Valérien qui est le monument rendant hommage aux héros de la Résistance parmi lesquels de nombreux communistes.

Si les morts qui furent ici fusillés pouvaient se réveiller, ce triste site ne souillerait pas longtemps le sol où repose leur mémoire sacrée.

Mais soyons-en certains de toutes façons, tôt ou tard, et le plus tôt sera le mieux, cette imposture sera jugée pour ce qu'elle est par la classe ouvrière et par le peuple...



Lip : journées portes ouvertes

Frayer la voie de l'unité à la base et dans l'action

Hier, le licenciement de tout le personnel était confirmé par les syndicats chargés de la liquidation de Lip et le syndicat CGT de l'usine qui n'a pas d'élu au CE potestait contre le fait de n'avoir pas été invité à la rencontre avec les syndicats.

D'un côté la crise capitaliste, inéluctable, continue de jeter à la rue chaque jour des centaines de travailleurs, balayant les illusions sur la possibilité

«Le retentissement et la popularité de votre lutte de 10 mois en 73, c'est peut-être lourd à porter pour vous, car on attend beaucoup

l'opinion des milliers de personnes qui sont venues aux journées portes ouvertes. Mais aujourd'hui le nombre de luttes longues, l'ampleur

d'en sortir en dehors d'un renversement du système, de l'autre l'isolement d'une orientation et pratique syndicale qui consiste précisément à proposer des solutions de rechange dans le cadre du système capitaliste. C'est ce qui était précisément au cœur même des discussions pendant le week-end dans l'usine ouverte au public samedi et dimanche derniers.

De la révolution des mouvements révolutionnaires de masse qu'on a parlé dans ces forums. Tout d'abord la nécessité de populariser et d'informer sur tous les conflits en cours a été largement rappelée par toutes les délégations présentes. C'est la première des tâches que se sont fixés les participants, donner la parole à ceux qui luttent, c'est ce qu'ont entrepris de réaliser concrètement les grévistes de l'imprimerie Caron-Ozanne ou le collectif de l'Imprimerie Presse nouvelle de Lyon.

Développer la conduite démocratique des luttes au moyen des assemblées générales de travailleurs et des comités de grèves ; n'accepter aucun licenciement et combattre les illusions démobilisatrices qu'entraîne l'accord sur les indemnités

de licenciements à 90 % signé par les directions syndicales voilà aussi qui faisait l'unanimité des ouvriers qui ont pris la parole.

Cela témoigne d'un essor des conceptions justes de lutte de classe, dans la ligne des riches traditions du mouvement ouvrier révolutionnaire français. Cela ne fut pas du goût de tout le monde et notamment de quelques responsables CGT présents qui refusèrent de participer aux initiatives de la coordination des luttes mise en place. Une raison de plus pour faire connaître, soutenir et rejoindre les justes initiatives prises dimanche par les signataires de la motion publiée ci-contre. Nous reviendrons demain sur les riches perspectives de cette coordination de travailleurs en lutte.



Un moment du forum sur les femmes (photo Adja).

de vous aujourd'hui ; cette phrase d'un ouvrier de Griffet lors du forum sur les «formes de luttes» samedi après-midi à Palente résumait

de la révolte contre l'extension du chômage imposent plus qu'une solidarité autour d'une ou deux actions d'avant-garde. C'est du rassemblement et de la coordi-



La visite des ateliers (photo Adja).

LYON : MALGRÉ L'INTERVENTION DE L'ARMÉE LES ÉBOUEURS CONTINUENT LA GRÈVE

Dans l'entreprise Marin-Ordures-Service les travailleurs poursuivent leur grève de ramassage des ordures pour obtenir une augmentation des effectifs et des camions de ramassage. La municipalité qui n'en est pas à son coup d'essai tente de briser la grève en faisant appel à l'armée. Lundi matin des manifestants ont tenté de s'opposer à la sortie des camions militaires. La gendarmerie est intervenue pour dégager l'entrée du cantonnement militaire. Une fois de plus l'État montre son vrai visage de serviteur des patrons. Soldats du contingent, refusez de servir de briseurs de grève. Les éboueurs qui en sont à leur 20e jour de grève tiennent bon et comptent prendre des initiatives pour gagner le soutien actif des autres travailleurs.

GRÈVE AVEC OCCUPATION DE L'USINE-RICHIER (APPAREILS DE LEVAGE) À PONT-DE-CLAIX (ISÈRE)

Les 450 salariés des établissements Richier à Pont-de-Claix, près de Grenoble, se sont mis en grève illimitée avec occupation pour défendre leur emploi et protester contre des mutations éventuelles dans l'usine du groupe Richier, à Lhormé (Loire). L'usine de Pont-de-Claix est spécialisée dans les grues mobiles et auto-porteuses mais le groupe américain Ford qui contrôle le groupe Richier à 76 % aurait décidé d'abandonner la fabrication de ces engins.

DURCISSEMENT DU CONFLIT À L'USINE DAVUM (PRODUCTIONS MÉTALLIQUES) DE LORIENT

Les 17 chauffeurs de l'entreprise Davum, en grève depuis le 4 mai pour une augmentation de leur paie, ont mis en place depuis vendredi dernier un piquet de grève interdisant l'accès de l'usine aux clients qui voudraient eux-mêmes prendre livraison de leurs commandes.

Grenoble

La CGT contre les luttes des travailleurs

Des séquestrations de cadres ayant eu lieu dernièrement dans l'Isère, l'APAF (association des producteurs des Alpes françaises) a demandé aux syndicats (CFDT et CGT) de prendre nettement position contre ces séquestrations et a refusé de siéger à leurs côtés au conseil d'administration de l'Assedic le 29 avril.

Dans le journal local «Le Dauphiné libéré» du 7 mai, les lecteurs peuvent lire un communiqué de l'APAF :

«L'APAF a également enregistré avec satisfaction la déclaration du représentant de la CGT à l'Assedic

qui a condamné le principe des séquestrations au nom de son union départementale. C'est pourquoi, malgré le silence de la seule CFDT, l'APAF a décidé d'inviter ses représentants à siéger à nouveau dans les organismes sociaux (Assedic, Caisse de Sécurité sociale) pour ne pas gêner le fonctionnement normal de ces institutions.

L'APAF continue néanmoins à stigmatiser l'attitude de la seule CFDT qui reste le seul syndicat à sembler trouver normal que les inqualifiables atteintes à la liberté individuelle que

constituent les séquestrations fassent partie de ses moyens d'action. Toute personne attachée à la démocratie et à la liberté saura en tirer les conséquences.»

Grâce à la CGT, la collaboration de classe a encore quelques beaux jours devant elle.

Ainsi, à l'heure où les travailleurs se battent de plus en plus contre l'exploitation, où 200 usines sont occupées actuellement en France, la CGT montre clairement quel camp elle choisit.

Correspondant HR.

Motion adoptée à Lip le dimanche 9 mai

Les intersyndicales CFDT, CGT, CGC qui se sont rencontrées une première fois à Griffet, une seconde fois à Lip lors des journées «portes ouvertes» ont pu constater à quel point ces rassemblements sont populaires. En effet chaque fois des milliers de travailleurs et leurs familles, de nombreuses délégations d'entreprises sont présentes ; au cours des débats qui ont animé ces journées les travailleurs ont pu confronter leur expérience et constater à quel point, au-delà des conditions particulières de chaque entreprise, ils étaient tous victimes de la même logique d'un système fondé sur le profit : licenciements, chômage, répression, dégradation des conditions de travail et de vie, etc.

Il leur paraît que de tels rassemblements de travailleurs dans l'unité répondent aujourd'hui à une nécessité qu'il faut développer, en effet cette politique voulue du pouvoir, du patronat et particulièrement des multinationales est néfaste pour l'ensemble des travailleurs et de la population ; des branches d'activité, des régions entières sont menacées, d'où la nécessité de rassemblements, entre autres régionaux, autour des entreprises en lutte, avec leurs sections syndicales, leurs UL et UD ; ces rassemblements régionaux, par l'unité populaire qu'ils créent, montrent une opposition croissante à la politique du pouvoir. Il faut poursuivre et intensifier les efforts dans cette voie, de manière à parvenir à un très grand rassemblement national à l'appel des travailleurs en lutte avec leurs organisations. Les entreprises présentes hier à Griffet, aujourd'hui à Lip, lancent un appel à toutes les entreprises en lutte, à tous ceux qui luttent dans leurs usines pour améliorer leurs conditions de vie, aux travailleurs privés d'emploi, aux immigrés en lutte, aux femmes, aux soldats, aux étudiants et enseignants, aux agriculteurs, à tous ceux qui combattent la répression, à toutes les victimes de ce système afin qu'ils contribuent à la réalisation et à la réussite de ces rassemblements. Pour cela, les entreprises présentes ont décidé de multiplier les contacts entre elles et avec beaucoup d'autres entreprises en lutte, de façon à contribuer au succès de ces rassemblements. Les travailleurs des entreprises participantes sont bien conscients que le changement de leurs conditions de vie et de travail ne pourra se faire que par un changement de société dont les travailleurs seront les artisans.

Signataires : Gambin (Annemasse) CFDT ; Compresseur frigorifiques CFDT ; Assistance publique CFDT ; Câbles de Lyon (Clichy) CFDT ; Griffet (Marseille) CFDT CGC ; Lou Cantou (Montpellier) CFDT ; Hôpital Henri Mondor (Créteil) CFDT ; Cycles Peugeot (Beaulieu) CFDT ; imprimerie Chaix CFDT ; Mouvement d'intervention viticole occitan ; Bourgeois CFDT ; Foyers Sonacotra, comité de coordination ; comités de liaison étudiants faculté de Vincennes et faculté de Grenoble ; Caron-Ozanne CFDT CGT ; Educateurs de Marseille CFDT ; Assedic des Hauts-de-Seine CFDT ; Setmo CFDT (Paris) ; LMT (Boulogne) CFDT ; Lip CFDT ; comité de chômeurs CFDT et autonome 18e.

ARRACHER LA CLASSE OUVRIÈRE AU REVISIONNISME par Jacques Jurquet

Recueil de textes de 1965 à 1971 présentés par Camille Granot
Prix : 30 F

Disponible aux librairies :
- Les Herbes sauvages, 70, rue de Belleville 75020 Paris ;
- La Force du Livre, 33, rue René-Leynaud 69001 Lyon ;
- Le Sel de la Terre, 4, rue MI Foch 22000 St-Brieuc.
ou par correspondance à :
- F-100, 24, rue Philippe-de-Girard 75010 Paris.



la France des luttes

Vannes (Morbihan)

Les infirmières (ères) popularisent leur lutte

Les élèves infirmiers (ères) en lutte pour un statut de travailleur en formation avaient décidé une semaine d'action au niveau national du 3 au 8 mai pour populariser leur lutte. En effet, ils exigent un salaire mensuel au moins égal au SMIC, le droit syndical et d'expression politique dans les écoles ainsi que tous les autres droits reconnus aux travailleurs.

Sur le Morbihan ils ont organisé une journée de grève le jeudi 6 mai avec manifestation à Vannes. Environ 150 élèves infirmiers (ères) y ont montré leur combativité et leur détermination

Amis lecteurs
aidez-nous
achetez toujours
L'Humanité rouge
dans le même kiosque

pour obtenir ce statut. Les slogans étaient repris par la totalité des manifestants : «Mêmes droits que pour les travailleurs», «SMIC minimum, droit syndical dans les écoles», «Non à la répression dans les écoles», «Ce n'est qu'un début, continuons le combat».

L'après-midi en assemblée générale, ils ont affirmé leur volonté de se battre jusqu'à l'obtention du statut de travailleur en formation.

En effet, il faudra des actions plus dures (semaine de grève avec popularisation active auprès des travailleurs, grève illimitée, etc.)

Cette semaine aura montré la combativité des élèves infirmiers (ères) pour l'obtention du statut de travailleur en formation.

Des élèves infirmières en collaboration avec 2 JCMLF de l'école d'infirmières de Vannes.

Paris 10e

DOFAN USINE OCCUPEE

Interview d'ouvriers qui occupent

C'est une entreprise de maroquinerie (3e au rang européen). D'après la déléguée, le licenciement collectif concerne 130 ouvriers.

Cette usine existe depuis le 1er juillet 1931, ainsi que le dit M. Alex, vieil ouvrier en retraite qui vient voir ses camarades qui occupent, en signe de solidarité. Le patron, après avoir liquidé Dofan Grenoble (107 personnes licenciées) puis Dofan Périers (50 licenciés), vend la succursale de Verdun à Sauvagnat, magnat de parapluies en licenciant 350 autres ouvriers. Le patron, c'est M. Gros, dont la femme, Mme Brigitte Gros, est sénateur-maire de Meulan en même temps que sœur de J.J. Servan-Schreiber.

Le patron a tenté de diviser les ouvriers en faisant une liste de 46 personnes qu'il se proposait de garder dans un atelier : les ouvriers ont refusé cette manœuvre de division.

Dans cette usine, les con-

ditions de travail sont très dures : qu'il s'agisse de la coupe, de la parure, de l'assemblage, de la rivure (fermetures de sacs), de la manutention ou de l'emballage, toujours les mêmes cadences infernales, et le même chef d'atelier détesté apr tout le monde, un certain Klodoski, le «garde-chiourme de la direction». Des salaires équivalents au SMIC (11 710 F incluant une prime de 220 F correspondant à une ancienneté de 40 ans pour le plus haut salaire d'une mécanique qualifiée).

Après 1968, un syndicat est créé. Une grande majorité de femmes et quelques immigrés ont obtenu que la prime soit intégrée au salaire en janvier dernier.

Ce n'est que le 11 mars que les ouvriers apprennent la liquidation judiciaire de l'entreprise par le tribunal du commerce, le patron l'avait soigneusement caché jusque-là, puis il avait prétendu que la liquidation de

Grenoble permettrait de sauver Paris et Verdun. Le 11 mars, on donne 2 mois aux ouvriers pour «relever la situation» c'est-à-dire qu'on essaie d'augmenter les cadences pour faire encore plus de profits : or aujourd'hui il y a encore du travail dans l'usine, et beaucoup !

Jeudi dernier : réunion des syndicats, des comités d'établissement des 3 usines et du patron à 13 heures : les ouvriers décident d'être dehors pendant la réunion ; dès que la liquidation est annoncée à la fin de la réunion, l'ensemble des ouvriers, spontanément, décide l'occupation.

Ils se sont organisés en équipes de jour et de nuit (les hommes la nuit) et sont décidés à occuper pour que leur soit payé leur dû.

Dans le quartier la solidarité s'est organisée. Les gars du Parisien libéré viennent tous les jours et apporteront lundi une grande banderole de solidarité : les employés du Crédit lyonnais de la rue René Boulanger sont également venus les soutenir. Le moral est bon. Les femmes sont plus combattives. D'ailleurs elles sont 5 femmes et un homme à être délégués.

Soutenons la lutte des ouvriers et ouvrières de Dofan

contre tout licenciement

Envoyez-leur des messages de soutien, et passez les voir : 14, place J. Bonsergent 75010 Paris.

Paysans en lutte

«La sécheresse et les paysans»

La sécheresse touche actuellement gravement plusieurs régions de notre pays, notamment dans la partie ouest.

Un lecteur de la Sarthe nous a écrit pour nous faire part de ses réflexions face à ces calamités naturelles. En voici le texte ci-dessous :

A six ou sept heures du matin, chaque journée qui commence pour la paysannerie petite et moyenne, est une journée d'inquiétude. Nous ouvrons la porte, et la cour est toujours sèche malgré le temps lourd et nuageux. Voilà un problème très grave qui accroît en ce moment même les difficultés déjà grandes des petits et moyens paysans. Vendredi midi j'écoutais le journal de 13 heures à Radio France. Voilà comment cet organe d'information parlait de la météo : en 30 secondes on annonce «qu'une dépres-

sion se déplace du sud de l'Angleterre aux pays scandinaves ce qui présageait un week-end venté» ; suit une information de 4 minutes sur le regroupement de deux groupuscules centristes et l'intervention de Lecanuet. La tête me bouillait. Voilà qui montre bien le caractère bourgeois de l'information. Peu leur importe à ces messieurs et à cette classe que les paysans soient enfoncés dans la misère et que la sécheresse touche des centaines de milliers de travailleurs de la terre.

Orges qui dessèchent,

blés qui jaunissent, grains de maïs qui ne germent pas, prairies qui ne repoussent pas après le premier pâturage, ray-grass destinés à l'ensilage qui donneront des rendements 5 fois moindres quand ce n'est pas rien du tout, etc. Voilà quelle est la situation et le spectacle actuels qu'offrent les champs à ceux qui les travaillent.

Si nous t'informons de cela, toi lecteur, c'est pour bien faire comprendre que face à cette sécheresse, nous n'avons que bien peu de moyens pour y faire face. Pourquoi ? Parce que nous sommes en pays capitaliste ! Expliquons-nous. J'habite dans un vallon entre 2 villages. Nous sommes 7 petits paysans. Sur les 7, un seul peut irriguer et ça relève du bricolage. Les 6 autres subissent. Ils disent : «Avec quoi nous allons payer ?» L'un d'entre nous est près de la retraite. Il avait réussi difficilement à mettre quelques sous de côté pour acheter une maison de retraite, l'autre soir il m'a dit : «Je vais être obligé d'utiliser tout ça pour tenir c't'année». Oui, camarade lecteur, cela est bien dû à la société capitaliste car en discutant avec ces paysans, je leur expliquais qu'en France socialiste (ce jour viendra) nous pourrions créer des réserves d'eau importantes, des réseaux d'irrigation dans tout le vallon et ainsi maîtriser la nature, se réveiller avec

luxuriante. Nous avons parlé de la situation en Chine et en Albanie où la propriété collective de la terre et le travail en commun ont permis de résoudre les problèmes de calamités naturelles.

Deux systèmes complètement différents. Là est la question fondamentale et chez nous inutile de rêver dans l'état actuel des choses, la propriété privée des terres et l'exploitation acharnée des petits et moyens paysans empêche toute solution collective à quelques rares exceptions près.

Encore un mot pour remarquer que le gros paysan capitaliste qui possède de vastes étendues de terres et des revenus importants a pu dans beaucoup de cas s'assurer la sécurité de la production en investissant en moyens d'intervention modernes et efficaces. Alors la situation est différente, opposée si l'on est petit ou si l'on est gros.

Ami lecteur quand demain tu parleras à tes camarades, tes voisins, tes amis, du temps qu'il fait, je t'engage à ne pas en rester aux rituels commentaires mais à expliquer concrètement ce qu'une calamité représente dans un pays capitaliste comme le nôtre pour le petit et moyen paysan.

Voilà une raison de plus qui nous amènera à lutter pour le socialisme aux côtés de la classe ouvrière.

Un paysan communiste.

Enseignants

«Contraint à la grève»

Le SNES manifeste !

Le 7 mai, 3 000 enseignants manifestaient à Paris, à l'appel du SNES de la région parisienne. Les mots d'ordre étaient : «Non, non, non à la réforme Haby, oui, oui, oui aux postes et aux crédits» ; «Haby ça suffit, assieds-toi et négocie» ; «Des crédits pour l'école, pas pour les monopoles».

Ces mots d'ordre ignorent complètement les revendications posées par les enseignants, les étudiants et les élèves : retrait pur et simple de tous les projets de réforme qui visent à accentuer la sélection ; titularisation immédiate de tous les auxiliaires ; 25 élèves par classe.

Ces revendications ne se négocient pas, elles doivent être imposées par la lutte : c'est la voie qu'ont choisie les étudiants, aujourd'hui.

Les dirigeants révisionnistes se partagent bien la tâche : pendant que le SNESup et l'UNEF brisent carrément la grève à l'université, le SNES, qui ne peut faire moins pour faire croire qu'il est contre la réforme Haby, appelle à une grève de 24 heures sur des mots d'ordre bidon.

Pourquoi le SNES agit-il ainsi, au moment où, «grâce» à l'UNCAL (1), les lycéens ont repris les cours ? Ses dirigeants, membres du PCF, ont abandonné le terrain des luttes pour servir de marche-pied aux dirigeants du PCF qui veulent le pouvoir. Pas la peine de lutter contre la bourgeoisie mo-

nopoliste, il suffit de voter pour eux.

Quelle est alors la tâche des enseignants antirévissionnistes ?

C'est d'expliquer que si les faux communistes du PCF arrivent au pouvoir, non seulement ils maintiendront le système capitaliste, c'est-à-dire la sélection, la hiérarchie, la loi du profit, mais encore ils instaureront un système encore plus répressif où les travailleurs ne pourraient ni faire grève ni manifester, ils iront plus avant encore dans la concentration monopoliste du capital et régenteront un État capitaliste du même type que celui de Brejnev, État qui sera placé aux ordres du social-impérialisme russe. Le rôle des enseignants antirévissionnistes c'est de dénoncer cela, d'expliquer sans relâche la nécessité de se placer sous la direction de la classe ouvrière et de son avant-garde marxiste-léniniste pour préparer la révolution prolétarienne, c'est aussi de s'appuyer sur les justes revendications des masses et d'organiser la lutte classe contre classe.

QUAND VOUS

AVEZ LU LE

QUOTIDIEN

NE LE JETEZ PAS

DONNEZ-LE

OU AFFICHEZ-LE !

Côtes-du-Nord

«Faire justice nous-mêmes en luttant»

Depuis environ un mois, des paysans des Côtes-du-Nord ont décidé de faire justice eux-mêmes. Les abattoirs et les marchands de bestiaux nous volent tous les jours, avec la loi pour eux. Ainsi, à Callac, ils ont obligé le marchand à reconnaître ses torts, publiquement, sur le marché, car il n'avait pas payé la moitié d'un taurillon en le déclarant saisi.

Ainsi, à Collinée, ils ont vérifié les balances de l'abattoir et la pesée de plusieurs bovins.

Ainsi, à Pierneuf, ils ont défendu un agriculteur volé une fois de plus.

Maintenant, les abattoirs et les marchands de bestiaux commencent à avoir la trouille car toutes ces actions surprises ne sont pas finies et nous continuerons tant que nous ne serons pas payés pour notre travail.

Correspondance.



Nice
Les étudiants corses
expulsés
de la foire du livre

Jeudi 6 mai au matin, les visiteurs du Festival du Livre pouvaient lire sur les vitres du hall d'entrée le texte suivant rédigé par les étudiants corses de Nice :

«Organisateurs du Festival du Livre :
racistes anticorses

Voici les faits : Les représentants du stand des minorités nationales avaient proposé aux étudiants corses de Nice une aile de leur stand. C'est ainsi que 2 ou 3 ouvrages relatifs au problème corse furent présentés au public, entre autres «Le piège d'Aléria». Nous avons conscience d'exposer dans un festival qui se veut être un foyer d'expression où toutes les pensées, toutes les associations auraient droit de cité. Il n'en fut rien. Après un jour et demi de présence nous fûmes expulsés par les organisateurs.

Quelles peuvent être les motifs de cette expulsion ? Certainement pas le non-respect de la réglementation (le stand minorités nationales est officiellement admis). Alors ? Il ne fait aucun doute que cette décision a été dictée par des mobiles politiques, et par le racisme le plus féroce à l'encontre de la jeunesse corse. Face à cette insulte intolérable, nous estimons avoir la légitimité de poursuivre notre vente, nous interdisions à quiconque de s'opposer à notre droit d'expression.

A LIRE :
«LE PATRIOTE GUADELOUPEEN»

Dans «Le patriote guadeloupéen» (organe de l'AGEG) No 45, avril 76, on lira avec profit plusieurs articles importants. L'éditorial, intitulé : «Les intellectuels doivent accepter consciemment la direction de la classe ouvrière», invite les intellectuels guadeloupéens à resserrer leur unité sur une juste ligne révolutionnaire et à servir toujours mieux leur peuple. Deux articles dénoncent avec une grande clairvoyance les agissements des deux superpuissances, notamment du social-impérialisme russe :

«Les menées hégémoniques des deux superpuissances en Angola» et «La classe ouvrière de Guadeloupe et les deux superpuissances». Ce dernier article déclare :

«Bien que l'ennemi principal de notre peuple soit l'impérialisme français et ses valets locaux, les États-Unis et l'URSS sont des ennemis dangereux des peuples épris de liberté, par conséquent du peuple guadeloupéen».

Dénonçant les relations étroites des révisionnistes russes et de leurs homologues du P«CG», l'article poursuit : «Le social-impérialisme ne restera certainement pas les bras croisés dans un conflit ouvert entre l'impérialisme français et le peuple guadeloupéen».

Au nom de l'internationalisme prolétarien, il peut se servir des révisionnistes du P«CG» pour intervenir dans les affaires internes de la Guadeloupe (...) Le peuple guadeloupéen (...) saura en

particulier tenir compte du récent exemple de l'Angola pour prévenir toute intervention des révisionnistes soviétiques sur son territoire, fût-ce par le biais d'autres pays de la région.»

Un article de fond expose avec une grande clarté la voie de la Révolution de démocratie nouvelle et souligne que l'étape de la Révolution nationale démocratique populaire doit conduire nécessairement à la révolution socialiste, à l'État de dictature du prolétariat.

Parmi les autres articles de ce numéro du «Patriote

guadeloupéen», notons celui consacré à la lutte exemplaire menée en février-avril 76 par les paysans pauvres guadeloupéens sous la conduite de l'UPG.

Camarades et amis lecteurs, lisez «Le patriote guadeloupéen», bonnez-vous, vous apporterez un soutien concret au juste combat de nos camarades et frères de l'AGEG.

* «Le patriote guadeloupéen», 85 Rue Beaubourg 75003 Paris. Abonnement 1 an (12 numéros) : 20,00 F CCP AGEG Paris 17 394-33.



POUR CORRESPONDRE PAR TÉLÉPHONE : 607 23 75

Quelques indications pour une bonne utilisation du répondeur automatique :

- 1) L'enregistrement dure au maximum 6 minutes pour chaque communication ;
- 2) Il ne faut pas s'arrêter de parler plus de 10 secondes ;
- 3) Il faut parler à voix suffisamment élevée et bien en face du microphone.

informations générales

SOUSCRIPTION

25 millions pour le 30 juin

La campagne de souscription que nous avons démarrée le 1er Mai a recueilli au 12 mai 4 000 F. C'est encore un faible démarrage, mais cela ne nous étonne pas car les souscriptions que nous avons lancées jusqu'à présent ont toujours été lentes au départ.

Il y a donc encore 8 semaines ce qui implique un versement moyen par semaine au journal de 3 millions.

Comment y arriver et à qui nous adressons-nous ?

Cela va de soi, cette souscription s'adresse à tous nos camarades. Mais pas à eux seuls.

Nous nous adressons à tous nos amis lecteurs, abonnés ou autres, qui désirent matérialiser leur soutien politique par ce moyen.

Nous invitons également nos camarades et nos amis, à faire connaître cette souscription de 25 millions dans

leur entourage, à l'usine, sur le quartier, au village ou à la faculté.

Une campagne de souscription est avant tout une campagne politique en direction des travailleurs des villes et des campagnes engagés dans le grand combat de classe actuel. Elle doit être l'occasion d'une activité particulière d'agitation pour faire connaître le quotidien, son rôle et ses objectifs. Elle doit être l'occasion d'engager la critique de masse du journal sur la base de petites réunions.

Pour souscrire et faire souscrire nos camarades et amis peuvent toujours disposer des lots de cartes postales que nous avons publiées l'automne dernier.

D'autres initiatives sont déjà prises ou à prendre. Faites-nous en part en nous écrivant.

En avant pour la nouvelle bataille des 25 millions !

Total au 4/5/76	2052,85 F	"	"	L.M.J.	30,00 F
Supplément à abt J.P.	5,00 F	"	"	L.R.J.	3,00 F
"	"	"	"	T.T.H.	60,00 F
"	"	"	"	S.Y.	60,00 F
"	"	"	"	T.P. et C.I.	10,00 F
"	"	"	"	L.G.	40,00 F
"	"	"	"	C.P.H.	20,00 F
CDHR Politzer sousc. de masse	52,50 F	Sur vente de calendriers	630,00 F		
Supplément à réabt D.R.	5,00 F	Supplément à réabt A.M.	210,00 F		
"	"	B.M.	18,00 F		
"	"	M.S.B.	10,00 F		
J.Y.C.	175,50 F				
L.B.M.	70,00 F				
Supplément à réabt M.R.	18,00 F				
Une future maman S.	10,00 F				
Supplément à réabt V.S.M.	5,00 F				
"	"	B.O.	5,00 F		
"	"	D.A.	8,00 F		
"	"	G.P.Y.	60,00 F		
"	"	M.Mme B.	5,00 F		
G.C. sur vente de cartes postales	200,00 F				
supplément à réabt C.A.R.	8,00 F				
"	"	B.J.P.	5,00 F		
"	"	C.G.	20,00 F		
"	"	M.M.	55,00 F		
"	"	S.B.	60,00 F		
"	"	D.C.Y.	10,00 F		
"	"	R.	10,00 F		
"	"	N.E. et J.	10,00 F		
"	"	L.M.	18,00 F		
		Total au 10/5	3976,85 F		

RECTIFICATIF

Dans l'éditorial du supplément au numéro 486 daté des 8 et 9 mai 1976, troisième colonne troisième paragraphe, une coquille nous a fait écrire que «les organisations trotskystes changent leurs cibles pour pouvoir réapparaître publiquement...» Il fallait lire «SIGLES» et non «cibles», nous espérons que nos lecteurs auront rétabli d'eux-mêmes.

1er Mai à Orléans

Le meeting populaire organisé dimanche 2 mai à Orléans par l'Humanité-Rouge et la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France a été un succès. Il marque les progrès des idées marxistes-léninistes dans notre région. Certes nos forces y sont encore modestes mais la liaison y est aujourd'hui solide entre le marxisme-léninisme et la classe ouvrière.

Les grèves d'Orléans et de la CEPEM ont été dirigées politiquement par les communistes marxistes-léninistes. Elles ont puissamment contribué par leur rayonnement dans la classe ouvrière orléanaise à transformer la réalité des luttes locales. Dans la CFDT s'est alors produit une nette avancée de la ligne de lutte de classe face à la ligne de collaboration de classe prônée par les réformistes et les alliés des révisionnistes. Dans l'ensem-

ble, sur le terrain, cela s'est traduit par la croissance de l'influence et de la force de la CFDT locale. Dans le même temps, à la CGT aussi la ligne de lutte de classe a marqué des points mais de façon plus partielle et localisée. Et l'hégémonie maintenue de la ligne révisionniste de collaboration de classe a entraîné un recul de la CGT et son prestige en a pris un coup. On voit bien là qui liquide les syndicats : les révisionnistes et les réformistes. Les travailleurs commencent à voir quel est au contraire le rôle irremplaçable des marxistes-léninistes dans le combat de classe contre les capitalistes et leur État. Ils voient qui unifie la classe ouvrière et renforce le syndicat sur des bases de classe, qui les aide à saisir la voie à suivre aussi bien dans les luttes revendicatives que dans la lutte politique pour le véritable socialisme.

C'est dans ce combat au cœur de la classe ouvrière contre le capitalisme et le révisionnisme que s'édifie le Parti du prolétariat. Et dimanche c'est une majorité d'ouvriers qui se sont succédés à la tribune pour témoigner du travail communiste effectué par les marxistes-léninistes à Orléans. Quelle meilleure preuve de l'édification du jeune Parti du prolétariat que celle-ci. Et c'est là qu'est le succès principal de notre meeting.

Dans une deuxième partie la parole était donnée aux peuples en lutte contre l'impérialisme : messages d'un représentant du peuple de Djibouti et du Front POLISARIO, interventions de camarades des Comores et de la Guadeloupe, montage diapositives de l'Humanité-Rouge dénonçant le social-impérialisme. Ainsi il était clair que tout en centrant leur combat anti-impé-

rialiste sur la lutte antihégémonique contre les deux superpuissances, les marxistes-léninistes n'en oubliaient pas pour autant de combattre les impérialismes secondaires et particulièrement l'impérialisme français.

Enfin, après les interventions centrales de l'Humanité-Rouge et de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France prononcées respectivement par un ouvrier métallurgiste et une jeune lycéenne notre rassemblement se terminait au son de l'Internationale.

Dans un message de soutien la section d'Orléans du PCMLF devait saluer les participants au meeting et souligner la justesse et l'importance de deux des mots d'ordre principaux du rassemblement : classe contre classe ! Tous ensemble et en même temps !

Correspondant HR Orléans.

2 MEETINGS IMPORTANTS

Organisé par
L'ASSOCIATION MÉDICALE
FRANCO-PALESTINIENNE

Palestine

Une terre occupée, un peuple en lutte

Intervention d'Ilan Allevy militant antisioniste, collaborateur du Pr Israël Shahak (Pdt de la Ligue des droits de l'homme en Israël)

Information sur l'oppression culturelle, sanitaire par l'AMFP

Théâtre, musique arabe, montage audio-visuel

SOUTIEN AU PEUPLE SAHRAOUI
LUNDI 17 MAI A 20h 30 - MUTUALITE

avec la participation de représentants du Front POLISARIO et de l'Union des femmes sahraouies ainsi que le concours artistique de : Catherine Ribeiro, Gwendal, Imanol, Maro



culturel

Cinéma

«chantons sous l'occupation» retiré des salles

Dès qu'il est sorti — même avant — le film d'André Halimi «Chantons sous l'occupation» a fait couler beaucoup d'encre et de paroles. Halimi pourtant n'a pas fait grand chose. Il a rassemblé des documents d'archives cinématographiques en y ajoutant quelques entretiens réalisés récemment. Mais le problème est que ces documents mettent en cause un certain nombre de personnes artistiques — des chanteurs en particulier — qui tiennent le haut du pavé encore aujourd'hui et qui bénéficient d'une renommée : Maurice

peuple français, s'indigne tout à fait sérieusement de l'oppression qui sévissait à l'époque de... la Libération ! (Poursuite des kollabos) Pascal Thomas, l'auteur du film récent «La surprise du chef», des «Zozos», de «Pleure pas la bouche pleine» — dont nous avons déjà noté une certaine façon de voir réactionnaire (voire fasciste) les paysans dans ce dernier film — a cherché à justifier l'attitude de ces kollabos du spectacle dernièrement à une émission télévisée de Michel Drucker, le dimanche, etc.

Donc pour nous un certain nombre de raisons de s'intéresser à ce film, aller le voir pour en faire une critique sérieuse. Mais alors

que nous nous présentions samedi devant un des cinémas qui le diffuse, nous avons eu la désagréable surprise de voir à l'affiche le film pornographique «Emmanuelle» ! Eh oui, le film avait tout simplement été retiré. Mais il a également été retiré de toutes les salles qui le diffusaient (8 salles). La cause officielle ? Une bombe incendiaire avait été placée

dans une des salles, au cinéma Le Capri, rue Montmartre, par quelques jeunes nostalgiques du nazisme, vendredi soir. Dès la séance suivante (22h) le distributeur fait retirer le film de toutes les salles parisiennes ! Quel empressement et quelle rapidité !

Pour qu'un film d'ailleurs réactionnaire, de l'avis de ceux qui l'ont vu, gêne à ce point, il faut vraiment que les réputations de certaines personnalités soient bien fragiles.

Chevalier, Tino Rossi, Danielle Darrieux, Charles Trenet, etc. Mais ce film où l'on apprend entre autres que «tout va très bien madame la marquise» date de cette époque, ne plaît pas du tout. Le chansonnier Jean Rigaud, entre autres, a demandé que le film soit censuré. Certaines langues se sont déliées, d'autres se sont liées comme celle de Tino Rossi qui a refusé de s'expliquer sur sa «glorieuse» attitude ainsi d'ailleurs que la plupart de ceux qui sont montrés dans ces documents. On a vu aussi certains autres prendre odieusement la défense de l'ordre de Pétain. Michel Audiard, l'amuseur-dialoguiste-cinéaste le plus coté que la bourgeoisie fait littéralement ingurgiter au

Chanson

Imanol le basque Un chanteur du peuple

Le «Chant du monde» dans la série le «nouveau chansonnier international» diffuse deux disques d'Imanol : Orain Borrokarenean (les temps présents) et Herriak el du Barkatuko ! (le peuple ne pardonnera pas !)

Dans ces cris enflammés, Imanol ne se définit pas comme un poète ou un beau parleur mais comme un combattant qui chante la lutte du peuple pour la révolution. Aussi dépeint-il la situation d'Euskadi, étouffée par le franquisme mais qui se révolte («Les temps présents», «Chanson des forgerons d'Eibar...»). Avec force, il décrit les particularités du pays basque et les aberrations imposées par le fascisme telle l'émigration à laquelle sont contraints le peuple basque et les autres peuples d'Espagne («En Euskadi comme en Castille») et il montre que la lutte de son peuple est étroitement liée à celles des autres Espagnols («Le ciel rouge») pour la libération totale de l'Espagne.

L'avenir de la révolution se trouve omniprésent dans les chants d'Imanol et ce ne sont pas les souffrances et les crimes qui viendront à

bout du peuple basque bien au contraire (en témoignent «Pourquoi chanter», «Le marteau-pilon», «A vous qui êtes morts», «Répression en Euskadi» ou «Le chant au martyr Txabi Etxebarrieta»). Cet avenir, Imanol le sait entre les mains de la classe ouvrière («A bas le syndicat vertical», «Tous ou personne» — d'après Brecht —) et met en garde le peuple contre le défaitisme impulsé par les «Loups déguisés en agneaux» et «Les gratte-papier et rond-de-cuir du syndicat vertical», «Tout ça bien organisé pour emmerder les travailleurs». C'est assuré, selon le principe compter sur ses propres forces, qu'il crie que la victoire est certaine y compris dans les combats présents («Éloge de la dialectique» de Brecht).

Arrêter là serait omettre le combat anti-impérialiste que clame Imanol, ainsi le soutien au Vietnam où il dit que «toute lutte contre l'impérialisme est notre lutte» et enrage après les pacifistes...

Que dire maintenant de la forme ? L'accompagnement musical tantôt personnel mais fortement imprégné par la terre basque, tantôt populaire reflète la puissance révolutionnaire de cet art «nouveau» où la qualité n'est que pour mieux servir le peuple basque et les peuples d'Espagne. Imanol est un combattant engagé dans la lutte contre la tyrannie franquiste et celle-ci ne s'est pas trompé en faisant sauter son domicile à Paris lors des manifestations de protestation contre la condamnation des militants du FRAP.

Aux amis et camarades qui pourraient regretter que ces chants soient en basque, n'est-il pas de meilleure ré-

ponse à l'oppression nationale et culturelle imposée par Franco puis Juan Carlos, que le chant basque lui-même...

Terminons par ces justes vers d'Imanol :

«... Des siècles et des siècles d'oppression de classe

«La soumission imposée par l'État et par l'armée

«Pour l'opprimé d'aujourd'hui la faim durera

«Jusqu'au jour où le prolétariat lui donnera l'abondance.»

Au camarade Romain Le Gal

Poème pouvant être chanté sur l'air de «Vous êtes tombé camarades, vous êtes tombés pour nous...». Ce texte a été envoyé à Romain Le Gal.

Vous êtes prisonniers, camarades
Pour avoir osé lutter
Mais des comités s'organisent, camarades
Pour exiger vot'liberté

Le Gal, Simeoni, Tisseyre,
Grévistes des foyers expulsés
Pour vous, ils manifestent leur colère
Travailleurs français immigrés

Prisons, expulsions, ratonnades
C'est l'libéralisme des patrons
C'est que leur régime est malade
Ils n'ont pas d'autres solutions

Licenciements, répression, expulsions,
«Légaux» et «démocratiques»
C'est le Programme de nos marchands d'illusions
Marchais, Mitterrand et leurs cliques

Mais les travailleurs retrouvent la voie
De la lutte classe contre classe,
Ils reconstruisent le vrai Parti du prolétariat
Pour l'ultime assaut des masses

Un ami solidaire

Les voyelles en italiques sont répétées.

«RUPTURE»

Ce film sera présenté
par l'Association des Amitiés
Franco-Chinoises

Judi 20 mai à 20 h 30

Salle de la mutualité

entrée 7 frs



12 HEURES DE FILMS SUR LA CHINE

Comment Yukong déplaça les montagnes

Dans quatre salles

— St-Séverin : 12 rue St-Séverin - 5^e (metro St-Michel) - tél : 033 50 91

— Quartier : 8/10 rue de la Harpe - 5^e (metro St-Michel) - tél : 033 35 49

— Gille-Cœur : 12 rue Gille-Cœur - 6^e (metro St-Michel) - tél : 326 80 25

— St-André-des-Arts : 30 rue St-André-des-Arts - 6^e (metro St-Michel) - tél : 326 18 18

Vu par l'atelier La Force du peuple
*Les faux-amis doivent être
dénoncés et combattus*

FOYER
SONACOTRA
GRÈVE DES LOYERS



Arch. : «La Force du Peuple»

EDF-GDF

La fédération CGT a peur de la vérité

Dans son No 243 de Force-information, la Fédération nationale CGT d'EDF-GDF attaque très violemment :

1/ Un groupe de travailleurs et communistes marxistes-léninistes rédacteurs de la brochure intitulée «CCAS, le PCF à l'œuvre» (1) (voir Prolétariat No 13).

2/ Le syndicat CFDT des Services centraux et tout particulièrement certains responsables.

3/ La ligne politique et le journal «L'Humanité rouge».

La fédération CGT d'EDF-GDF a peur de la vérité car elle est de plus en plus démasquée et dénoncée par les travailleurs eux-mêmes qui voient de plus en plus clairement son rôle de briseuse de grève (comme au SITI (2) dernièrement), de défenseurs de la hiérarchie capitaliste (augmentations en pourcentage) de magouilles au sommet sans consulter la base (grève de 24 heures), etc.

La brochure «CCAS, le PCF à l'œuvre» est un moyen important de dénonciation du rôle de la CGT-PCF dans la CCAS et c'est pour cela que la fédération CGT l'attaque si violemment. En effet, cette brochure distribuée à plusieurs centaines d'exemplaires lors du Rassemblement national ouvrier du 14 février 1976 s'est rapidement multipliée et circule partout dans de très nombreux centres et y rencontre un accueil très favorable même chez de nombreux syndiqués CGT. Cette brochure est un véritable réquisitoire contre les «tripotages» des dirigeants CGT-PCF dans les œuvres sociales (CCAS). Il faut savoir que la CGT-PCF est majoritaire à EDF-GDF et à la CCAS et qu'ainsi elle gère le budget qui est de 52 milliards (AF) pour l'année 1976 (1er CE de France).

La fédération CGT d'EDF-GDF, acculée à riposter à la vérité, attaque à l'aide de calomnies, de mensonges grossiers et même de menaces (certaines sont quasi nominatives) que nous reproduisons ici :

DES RÉPONSES EMBARRASSÉES

La première constatation, c'est que la fédération CGT ne répond absolument pas POLITIQUEMENT à la brochure en question car ELLE NE LE PEUT PAS.

La deuxième constatation, c'est que la fédération CGT PRÉTEND que les œuvres sociales d'EDF-GDF sont gérées par le PERSONNEL, c'est FAUX :

— les élections se font d'après des listes faites soigneusement à l'avance par la fédération, le personnel n'étant jamais consulté sur le choix des candidats et n'a aucun droit de veto quant aux noms portés sur la liste.

— il faut rappeler que les patrons de la CCAS, dirigée par la fédération CGT sont tous membres ou sympathisants proches du PCF. Or, ce parti faussement communiste et vraiment bourgeois gère la CCAS d'un point de vue bourgeois. Il n'y a qu'à connaître entre autres, les salaires faramineux des patrons de la CCAS pour voir que ce sont des vrais bourgeois.

— il faut rappeler l'exploitation éhontée des «petites catégories» de personnel par les patrons de la CCAS pour se rendre compte que ce n'est pas le PERSONNEL qui GERE la CCAS.

La troisième constatation est : les violentes attaques de la fédération CGT contre le syndicat CFDT des services centraux, vio-

lentes attaques qui continuent en ces termes :

«...Quel but poursuivent, depuis pas mal de temps à travers leur attitude anti-unitaire "certains responsables" du syndicat CFDT...»

«...Que signifie l'attitude équivoque et agressive du syndicat CFDT des services centraux à l'égard de la CAS des services centraux ?...»

Ne voulant pas nous ingérer dans les affaires de la CFDT (ce que n'hésite pourtant pas à faire la fédération CGT) nous répondrons simplement ceci :

Lorsqu'une section syndicale (plus particulièrement CFDT) défend des positions allant dans le sens des intérêts des travailleurs (augmentation uniforme) et qui sont contraires à celles défendues par la CGT (augmentation en pourcentage) celle-ci la taxe très rapidement d'anticommuniste, d'irresponsable, etc.

POUR UNE ATTITUDE RESP

Un groupe se déclarant «travailleurs et communistes marxistes-léninistes d'edf-gdf», animé essentiellement par un anticommunisme et anticégétiste hystériques, apparaît dans la suite de la ligne destructrice de «L'Humanité Rouge», tandis que, dans le même temps, «certains responsables» du syndicat c.f.d.t. des services centraux n'hésitent pas à s'engager dans la même voie.

Ainsi, dernièrement, dans une brochure intitulée «c.c.a.s. Le p.c.f. à l'œuvre», ledit groupe déverse un flot de calomnies et de mensonges visant à détruire l'œuvre sociale réalisée par la c.c.a.s. et, par ailleurs, dans le même sens, sous des prétextes équivoques et fallacieux, «certains responsables» c.f.d.t. tentent de jeter le discrédit sur la gestion administrative de la c.a.s. des services centraux.

Ceci est inacceptable !

Conscients et défenseurs ardents

LA CCAS UN MONOPOLE PCF-CGT

Ce qui affole la fédération CGT c'est que les élections syndicales qui auront lieu le 20 mai, risquent fort de voir une diminution de voix à la CGT. De plus, à la rentrée 76/77, les élections des représentants à la CAS devrait voir un affaiblissement de la suprématie CGT et permettre de «lever le voile» sur la gestion de la CCAS. Et c'est cela que la fédération CGT redoute le plus : que les travailleurs apprennent ce qui s'est passé à la CCAS pendant sa suprématie sur la gestion des œuvres sociales. C'est pour cela qu'elle attaque la CFDT et plus particulièrement la section CFDT des services centraux qui a osé remettre en cause la gestion par la CGT de la CAS des services centraux.

Le conseil d'administration de la CCAS de 18 membres est désigné par les ministères de la Santé et de l'Industrie, sur proposition des fédérations syndicales sur la base des élections qui ont lieu dans toute la France (élection CAS). Le bureau issu de ce conseil comporte 9 membres et la fédération CGT s'attribue tous les postes importants (présidence, secrétaire général et adjoint, trésorier général et adjoint). On voit donc que la fédération CGT occupe une place prépondérante à la CCAS et qu'ils ont la responsabilité totale de sa gestion. La fédération CGT a cru bon de réunir toutes les autres fédérations «participant» à la gestion de la CCAS «pour rédiger en commun un texte pour stigmatiser ses auteurs» (auteur de la brochure NDLR). La fédération CGT a soulevé une pierre pour se la laisser retomber sur les pieds car si «aucune fédération n'a nié la nécessité de cette action» elles ont demandé à réfléchir.

La fédération CGT pousse le ridicule jusqu'à dire «la fédération CFDT s'est cependant manifesté positivement à l'encontre des calomnieux par la diffusion d'une mise au point séparée».

Or, est-ce là l'exacte vérité ? NON !

La fédération CGT ment car :

— la position de la fédération CFDT n'est pas publiée dans Force-information.

— la réponse de la fédération CGT, à la prise de position de la fédération CFDT laisse planer quelques doutes quant aux dires de la fédération CGT car :

«...Cette prise de position est toutefois atténuée quant à sa valeur par le fait que vous y avez inséré un commentaire relatif aux LACUNES (souligné par correspondant HR) que vous auriez détectées dans la gestion et l'animation des activités sociales.

«Il aurait été préférable que les griefs qui sont les vôtres à cet égard soient clairement présentés LA OU ILS DOIVENT L'ETRE (souligné par correspondant HR) c'est-à-dire au conseil d'administration de la CCAS ou bien qu'un débat soit réclamé entre nos deux fédérations syndicales dont les administrateurs CGT et CFDT à la CCAS sont les mandataires»...

Non seulement la fédération CFDT ne s'est pas manifesté positivement comme voudrait nous le faire croire la fédération CGT mais elle a aussi inséré un commentaire «relatif aux lacunes» qu'elle aurait détectées.

Autre point important : la fédération CFDT a inséré un commentaire relatif aux lacunes qu'elle a exposées publiquement ce qui n'est pas du tout du goût de la fédération CGT.

La Fédération CGT a peur, très peur même, que n'éclate la vérité. Car, ces fameuses «lacunes» découvertes par la Fédération CFDT n'auraient jamais dû sortir du cadre des deux fédérations ou du Conseil d'administration. En portant ces «lacunes» devant les travailleurs, la fédération CFDT s'est attirée les foudres de guerre de la fédération CGT. Pensez donc, mettre les travailleurs au courant de certaines «lacunes» c'est démolir le beau masque de la fédération CGT, elle qui prétend qu'elle ne tire aucun avantage ou intérêt à la gestion des œuvres sociales. La fédération CGT a peur.

Il nous faut continuer à la démasquer devant les travailleurs.

ETRE ATTAQUÉ PAR L'ENNEMI EST UNE BONNE CHOSE ET NON UNE MAUVAISE CHOSE

Suivent les attaques portées contre la ligne politique de «L'Humanité-rouge» (qualifiée par la fédération CGT de «ligne destructrice») ainsi que les attaques portées contre une série d'articles publiés par notre journal (qualifiés eux de «dénigrants»). Suit aussitôt après le fameux procès attenté à l'Humanité-rouge où la fédération CGT s'empresse de dire «ledit journal a été condamné par jugement».

L'Humanité-rouge veut effectivement détruire le masque (déjà pas mal fissuré) que porte la fédération CGT d'EDF-GDF pour qu'apparaisse son hideux visage de traîtres aux travailleurs, de renégats, de nouveaux bourgeois, elle veut aussi effectivement détruire le système capitaliste d'exploitation de l'homme par l'homme pour construire le socialisme garanti par la dictature du prolétariat et elle publie les articles de ses correspondants pour dénoncer les méfaits de la fédération CGT, pour dénoncer sa pratique aux yeux de tous les travailleurs d'EDF-GDF. Quant au fameux procès qui aurait été attenté à l'Humanité-rouge, rappelons que notre journal n'a jamais été averti d'une plainte déposée par la CCAS ni de la tenue du procès. Et pour cause la copie du jugement (que plusieurs correspondants ont transmis au journal) informe que l'huissier commis par la CCAS s'est adressé 17 Rue Jean Rohur à Paris, c'est-à-dire à une adresse qui n'existe pas !

Pourquoi avoir donné une fausse adresse sinon pour empêcher que nous soyons au courant de ce procès ce qui aurait pu être bien gênant pour les dirigeants de la CCAS (et de la fédération CGT). D'autant plus que notre adresse est inscrite chaque jour en première page de notre journal.

Etre attaqué par l'ennemi est une bonne chose et non une mauvaise chose. Cela démontre de façon éclatante que le travail des communistes marxistes-léninistes à EDF-GDF se fait sur une ligne juste, classe contre classe et qu'elle provoque la panique généralisée dans les rangs des responsables révisionnistes de la fédération CGT et de la CCAS.

Camarades et travailleurs avancés d'EDF-GDF continuons notre combat car notre cause est juste et triomphera à coup sûr. Il nous faut nous battre contre les directions régionales véritables représentantes de l'Etat capitaliste et balayer tous les traîtres à la classe ouvrière.

UN MEME COMBAT : UN COMBAT DE CLASSE

Travailleurs d'EDF-GDF, rejoignez les rangs des communistes marxistes-léninistes de France regroupés autour du journal l'Humanité-rouge.

Correspondant H.R.

(1) CCAS : Caisse centrale d'activités sociales (CE de l'EDF-GDF).

(2) Service Informatique de traitement de l'information (Centre Informatique de l'EDF-GDF).

(3) CAS : Caisse d'action sociale.

(4) UNCM : Union nationale des cadres et maîtrise.